

REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE
AUPRES DE L'UNION EUROPEENNE



N° 2407 - T10OP218/RH
AGRAP-RP 777/10

Bruxelles, le 23 septembre 2010

Madame la Directrice Générale,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, une note des autorités françaises relative à la position de l'ONPV sur l'évaluation du régime communautaire de la santé des végétaux.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de mes salutations respectueuses.



Olivier PRUNAU

Aux bons soins de la Commission, copie à attribuer à :

- M. ARIJS (E.7)
- M. PETE (F.4)

Madame TESTORI-COGGI Paola
Directrice générale " Santé et consommateurs "
COMMISSION EUROPEENNE
Rue de la Loi, 200
1049 BRUXELLES

Note des autorités françaises à la Commission
Direction générale santé et protection des consommateurs
DG SANCO, Unités E1 et F4

Objet : position de l'ONPV française sur l'évaluation du régime communautaire de la santé des végétaux

Les autorités phytosanitaires françaises ont le plaisir de transmettre à la Commission européenne un résumé de la position de l'ONPV française sur l'évaluation du régime communautaire de la santé des végétaux (CPHR). Il vise à reprendre de manière plus synthétique et lisible les éléments de réponse du questionnaire général envoyé le 17 décembre 2009 par la France à FCEC (*Food Chain Evaluation Consortium*).

Ce document intègre en outre les conclusions des « États généraux du sanitaire » (EGS) qui se sont tenus en France de janvier à avril 2010 à la demande du ministre en charge de l'agriculture, avec l'objectif de rassembler les différents acteurs de la santé animale et végétale dans une réflexion commune sur le bilan et les perspectives du dispositif sanitaire français et communautaire.

Au cours de 34 réunions réparties sur près de 3 mois, les discussions ont permis, dans le cadre de 4 groupes de travail thématiques, dont un groupe spécifique « santé des végétaux » et un groupe horizontal « financement – mutualisation », des échanges de grande ampleur entre l'ensemble des parties prenantes, publiques et privées, nationales et locales.

Ces débats, outre qu'ils ont mis en évidence plusieurs points de convergence importants, ont contribué à clarifier les positions respectives des différents partenaires et devraient faciliter les échanges à venir pour la mise en œuvre concrète des orientations qui émergeront de l'évaluation du CPHR.

Malgré un impact globalement positif du CPHR, les objectifs de protection des végétaux, de production durable, de compétitivité de l'agriculture, de développement rural et de protection de l'environnement naturel n'ont pas été complètement atteints pour certains végétaux ou productions du fait notamment de l'introduction et de la dissémination constatées sur le territoire communautaire d'organismes particulièrement nuisibles à la santé des végétaux.

Lors des EGS, le constat a été partagé de la « pression » croissante des bio-agresseurs émergents et traditionnels.

Ainsi, le nombre annuel d'interceptions à l'entrée de l'Union européenne (UE) est passé de 1 400 à 3 000 sur la période 1999-2004, à plus de 5 500 sur la période 2005-2009 (avec un pic à 8 000 en 2006), dont 25 à 30 % ont été réalisées suite à la présence d'organismes nuisibles de quarantaine sur la période 2005-2009. En France, les interceptions pour motif parasitaire ont été comprises entre 800 et 900 chaque année sur la période 2006-2009, ce qui correspond à 3 à 4 % des envois inspectés.

La France a connu la découverte sur son territoire d'une quarantaine de nouveaux organismes nuisibles en vingt ans, et d'autres sont aujourd'hui aux portes du territoire français métropolitain ou d'outre-mer. Or les exemples coûteux de non-éradication sont nombreux dans l'UE et dans le monde.

Dix voies d'amélioration pour la refonte du CPHR sont proposées par l'ONPV française, et ont été appuyées par l'ensemble des parties prenantes dans le cadre des EGS. Ce sont les suivantes.

RÉSUMÉ

1. Définir des organismes nuisibles prioritaires en fonction du risque phytosanitaire

- a) Restreindre le champ d'application du CPHR aux organismes nuisibles qui présentent un risque important en termes sanitaires et socio-économiques
- b) Identifier les organismes nuisibles particulièrement prioritaires et prévoir les mesures d'urgence appropriées
- c) Transférer de la directive 2000/29/CE aux directives de commercialisation des semences et du matériel de multiplication certains organismes nuisibles spécifiques de certains végétaux ou produits végétaux

2. Exercer une surveillance générale de l'état phytosanitaire du territoire de l'UE

- a) Rendre explicitement obligatoire la surveillance des organismes nuisibles qui auront été identifiés comme prioritaires
- b) Exercer une surveillance générale de l'état phytosanitaire du territoire de l'UE via des réseaux de surveillance formalisés et une veille phytosanitaire
- c) Impliquer dans les systèmes de surveillance et d'alerte rapide des personnes et organisations qui n'appartiennent pas à l'autorité compétente
- d) Rendre les fonds de solidarité de l'UE mobilisables pour le financement de cette surveillance obligatoire des organismes nuisibles identifiés comme prioritaires
- e) Développer un système de notification (foyers, nouvelles découvertes) similaire au système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) pour les lots contaminés ou au système qui existe dans le secteur de la santé animale (ADNS) pour notifier les foyers
- f) Faire réaliser une synthèse annuelle européenne (cartographie et données brutes), en portant une attention toute particulière aux zones protégées et aux zones de présence ponctuelle d'organismes nuisibles classés comme absents

3. Renforcer le contrôle des importations des pays tiers pour empêcher l'entrée et l'établissement des organismes nuisibles dans l'UE

- a) Renforcer les exigences à l'importation
- b) Améliorer les installations des points d'entrée communautaires (PEC) en réalisant une évaluation communautaire des PEC
- c) Améliorer le système de réduction de fréquence des contrôles à l'importation
- d) Harmoniser la documentation et renforcer les systèmes d'information
- e) Améliorer la coopération avec les autorités douanières (lien entre la DG TAXUD et la DG SANCO)

4. Renforcer le contrôle des échanges intra-communautaires pour empêcher la dissémination des organismes nuisibles à l'intérieur du territoire de l'UE

- a) Adopter un système d'agrément préalable des établissements souhaitant mettre en circulation des végétaux soumis à passeports phytosanitaires européens (PPE)
- b) Encadrer et harmoniser le dispositif d'auto-édition des PPE
- c) Améliorer la communication des informations sur le matériel circulant au sein de l'UE

5. Placer la prévention au cœur du régime phytosanitaire en associant et en responsabilisant les professionnels

- a) Inciter les professionnels à définir à titre collectif ou individuel et à mettre en oeuvre des bonnes pratiques
- b) Mettre en place une instance spécifique de consultation par la DG SANCO des parties prenantes sur les sujets phytosanitaires, associant les États membres, afin d'améliorer la communication avec les professionnels

6. Renforcer la prise en compte du volet économique

- a) Définir des règles transparentes d'indemnisation des producteurs, sur le principe d'un cofinancement État / UE / profession
- b) Étendre la participation financière de la Commission européenne (fonds de solidarité) à la gestion des foyers qui sont issus de la dissémination naturelle des organismes nuisibles afin d'améliorer les mesures de contrôle de ces foyers
- c) Instaurer un système harmonisé de redevance pour l'ensemble des inspections conduisant à la délivrance du PPE, et revaloriser systématiquement les redevances en fonction du coût réel du service rendu pour les inspections des végétaux et produits végétaux importés et pour les inspections réalisées dans le cadre de la délivrance du PPE, afin d'éviter des distorsions de concurrence entre EM

7. Adapter continuellement la réglementation à l'évolution de la situation phytosanitaire et améliorer sa lisibilité

- a) Réviser rapidement les listes d'organismes nuisibles (zones protégées comprises), et les interdictions et exigences des annexes actuelles de la directive 2000/29/CE
- b) Réduire le délai d'adoption des mesures d'urgence, par exemple suite à des interceptions, grâce à la mise en place d'une équipe européenne consacrée aux urgences
- c) Augmenter les ressources consacrées à la conduite d'analyses du risque phytosanitaire (ARP) et d'analyses socio-économiques
- d) Adopter une législation établissant des mesures spécifiques pour les Départements d'Outre-Mer (DOM) français
- e) Clarifier la structure des annexes actuelles de la directive 2000/29/CE

8. Harmoniser et améliorer l'efficacité des pratiques d'inspection

- a) Substituer un règlement communautaire à la directive communautaire pour améliorer l'harmonisation des pratiques entre les EM
- b) Transposer dans le domaine de la santé des végétaux l'approche du règlement 882/2004/CE sur les contrôles officiels
- c) Améliorer la qualification des inspecteurs en mettant en place un plan de formation européen afin d'harmoniser au mieux les compétences des services d'inspection
- d) Favoriser les échanges de pratiques entre inspecteurs
- e) Réaliser des inspections comparées sur des sujets relevant d'un niveau de priorité élevée à l'image des essais inter-laboratoires (« *ring-test* »)
- f) Mettre en place des laboratoires communautaires de référence afin d'instituer un fonctionnement en réseau

9. Soutenir et développer la recherche

- a) Inclure dans le champ de la stratégie de santé des végétaux les questions du soutien scientifique
- b) Favoriser la recherche et la coopération interdisciplinaire

10. Articuler la stratégie de santé des végétaux avec les autres politiques européennes

- a) Rapprocher les politiques communautaires de santé des végétaux et de commercialisation des semences et matériels de propagation (actuellement en cours dans le cadre de "*Better Regulation*")
- b) Rapprocher les politiques de santé des végétaux et de l'environnement en réfléchissant à l'extension du champ d'application du CPHR en incluant les plantes exotiques envahissantes qui ont un impact sur la biodiversité en général ainsi que les agents exotiques de lutte biologique
- c) Mettre à la disposition des producteurs des moyens de lutte efficaces et autorisés contre l'ensemble des organismes nuisibles
- d) Tenir compte des objectifs de la directive 2009/128/CE sur l'utilisation durable des pesticides dans le futur CPHR, étant donné la cohérence de leurs objectifs en ce qui concerne la réduction de l'utilisation de pesticides
- e) Mobiliser les fonds de mutualisation rendus possible par le bilan de santé de la PAC pour participer au financement de la lutte contre les organismes nuisibles
- f) Rapprocher les politiques de santé des végétaux et d'accès aux marchés des pays tiers

POSITION DÉTAILLÉE

1. Définir des organismes nuisibles prioritaires en fonction du risque phytosanitaire

a) Restreindre le champ d'application du CPHR aux organismes nuisibles qui présentent un risque important en termes sanitaires et socio-économiques

La priorisation des organismes nuisibles devrait être définie sur la base de l'importance de leur impact d'abord sur l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture (critère principal) puis sur l'environnement et les espaces verts publics et privés, en fonction de leur présence ou absence dans l'UE, et enfin des perspectives de détection précoce et des expériences réussies de lutte et d'éradication.

L'analyse technique du risque pour la santé des végétaux et de l'efficacité des méthodes de lutte disponibles doit être complétée par une analyse socio-économique, comme outil d'aide à la conduite des politiques publiques.

b) Identifier les organismes nuisibles particulièrement prioritaires et prévoir les mesures d'urgence appropriées

La priorisation des organismes nuisibles doit conduire en termes opérationnels à l'élaboration de plans d'urgence préétablis pour les organismes nuisibles particulièrement dangereux et qui sont à nos portes. En effet, si la réglementation doit traiter avec la même rigueur les centaines d'organismes nuisibles réglementés, tous ne peuvent être raisonnablement anticipés de façon opérationnelle avec la même intensité. Il convient d'identifier les menaces les plus graves et de :

- préparer des plans d'urgence concertés, élaborés au niveau national selon des lignes directrices définies au niveau communautaire,
- prévoir les moyens et les procédures adaptés pour leur mise en oeuvre.

c) Transférer de la directive 2000/29/CE aux directives de commercialisation des semences et du matériel de multiplication certains organismes nuisibles spécifiques de certains végétaux ou produits végétaux

Il s'agirait de transférer des organismes nuisibles largement disséminés sur le territoire de l'UE, pour lesquels il n'existe pas spécifiquement de zones protégées et pour lesquels des mesures de gestion efficaces sont disponibles.

Cela permettrait en outre de rapprocher la notion d'organisme nuisible de la directive 2000/29/CE de la notion d'organisme de quarantaine (« *quarantine pests* ») de la CIPV, ce qui apparaît fortement souhaitable pour une meilleure compréhension du CPHR dans le cadre international.

2. Exercer une surveillance générale de l'état phytosanitaire du territoire de l'UE

a) Rendre explicitement obligatoire la surveillance des organismes nuisibles qui auront été identifiés comme prioritaires

En effet, hormis certains cas particuliers prévus notamment dans les décisions communautaires, les plans de surveillance spécifiques à certains végétaux ou organismes nuisibles sont mis en oeuvre en tant que de besoin par les ONPV. Cette approche est insuffisante pour avoir une réelle connaissance de l'état phytosanitaire du territoire européen, notamment sur l'ensemble des organismes nuisibles que l'on aura jugés comme prioritaires.

b) Exercer une surveillance générale de l'état phytosanitaire du territoire de l'UE via des réseaux de surveillance formalisés et une veille phytosanitaire

Un réseau d'épidémiosurveillance formalisé et réactif est indispensable pour déclencher une réaction rapide et efficace en cas de détection d'organismes nuisibles, de façon à en limiter la propagation et l'impact économique, notamment lorsqu'il s'agit d'un organisme nuisible émergent. Un tel réseau doit permettre le développement d'une veille internationale, pour favoriser la coopération entre les pays et la prise de décisions internationales.

c) Impliquer dans les systèmes de surveillance et d'alerte rapide des personnes et organisations qui n'appartiennent pas à l'autorité compétente

Organiser la coopération de l'ensemble des acteurs professionnels concernés par la politique phytosanitaire et les inciter à adhérer à ces réseaux de surveillance formalisés, en insistant sur les bénéfices qu'ils en retireraient, peut constituer un moyen pragmatique et efficace d'amélioration de la surveillance globale. Quand le risque le justifie, ces réseaux devraient être étendus aux acteurs de terrain non-professionnels, en particulier aux autorités locales.

d) Rendre les fonds de solidarité de l'UE mobilisables pour le financement de cette surveillance obligatoire des organismes nuisibles identifiés comme prioritaires

e) Développer un système de notification (foyers, nouvelles découvertes) similaire au système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) pour les lots contaminés ou au système qui existe dans le secteur de la santé animale (ADNS) pour notifier les foyers

f) Faire réaliser une synthèse annuelle européenne (cartographie et données brutes), en portant une attention toute particulière aux zones protégées et aux zones de présence ponctuelle d'organismes nuisibles classés comme absents

Cette synthèse pourrait par exemple être réalisée par l'Office alimentaire et vétérinaire (OAV).

3. Renforcer le contrôle des importations des pays tiers pour empêcher l'entrée et l'établissement des organismes nuisibles dans l'UE

Les discussions menées dans le cadre des EGS ont souligné que la défaillance des contrôles dans un seul pays ou point d'entrée communautaire peut avoir des conséquences majeures sur les autres pays ou régions. Les efforts nationaux ne prennent tout leur sens qu'avec une vigilance et une biosécurité aux frontières que l'ensemble des États membres (EM) doivent assurer. Ce constat fait écho aux conclusions unanimes du Conseil agriculture du 18 décembre 2008 sur les contrôles à l'importation, et les autorités françaises seront à cet égard très attentives au rapport que la Commission européenne doit produire sur le sujet avant la fin 2010.

a) Renforcer les exigences à l'importation

Il s'agit de généraliser l'interdiction d'importation depuis l'ensemble des pays tiers de certains matériels potentiellement vecteurs d'organismes de quarantaine, comme par exemple la terre adhérente aux végétaux. Certains pays (Etats-Unis, Thaïlande, Australie) ont construit leurs réglementations sur le principe de l'interdiction générale, n'autorisant que les produits dont une analyse de risque a démontré qu'ils ne présentent pas de risque d'introduction d'organismes de quarantaine. Le système de protection de l'UE doit tendre vers un système équivalent.

b) Améliorer les installations des points d'entrée communautaires (PEC) en réalisant une évaluation communautaire des PEC

Cette évaluation, qui intervient en complément des audits réguliers réalisés par les EM concernés, doit être réalisée préalablement à l'ouverture du PEC puis à échéances régulières.

L'amélioration des installations devrait passer par une meilleure définition du cahier des charges réglementaire en termes d'équipements, de fonctionnement et de procédure d'agrément des PEC. Afin de sécuriser et d'harmoniser les contrôles, ces exigences devraient être réglementées au niveau européen et l'agrément des PEC devrait être confié à la Commission européenne comme c'est le cas dans le secteur vétérinaire (PIF).

c) Améliorer le système de réduction de fréquence des contrôles à l'importation

Le système de réduction de fréquence des contrôles à l'importation doit privilégier le recours à l'analyse du risque, en tenant dûment compte des interceptions réalisées dans les PEC. Par ailleurs, il faut améliorer la réactivité en cas d'interceptions en ré-évaluant rapidement à la hausse la fréquence minimale des contrôles phytosanitaires au niveau européen lorsque la situation de risque le justifie. En outre, le nombre de niveaux possibles de réduction de fréquence doit être diminué pour simplifier la procédure

d) Harmoniser la documentation et renforcer les systèmes d'information

Les procédures de dédouanement sont compliquées par l'absence d'un document harmonisé unique attestant de la conformité des lots de végétaux et produits végétaux. C'est particulièrement le cas lorsque les opérateurs souhaitent dédouaner leurs marchandises dans un autre EM que celui du PEC où les végétaux importés sont inspectés. Il faut donc mettre en place un laissez-passer phytosanitaire harmonisé attestant de la réalisation des inspections phytosanitaires effectuées à l'importation, similaire au Document vétérinaire commun d'entrée (DVCE).

Il convient par ailleurs de développer le travail en réseau en s'appuyant sur un système d'information intégré au niveau européen. Le système Europhyt ne permet aujourd'hui que le recensement des interceptions de marchandises non conformes, ce qui est insuffisant notamment pour disposer de statistiques fiables qui peuvent être utiles pour la réactivité des services d'inspection aux frontières. Un tel système informatique intégré pourrait s'inspirer du système "TRACES" utilisé dans le domaine animal.

e) Améliorer la coopération avec les autorités douanières (lien entre la DG TAXUD et la DG SANCO)

Il s'agit notamment d'élaborer une correspondance précise entre la liste des produits soumis à une inspection phytosanitaire et la nomenclature douanière (codes TARIC), et de prendre en compte sans délai les modifications de la nomenclature douanière.

4. Renforcer le contrôle des échanges intra-communautaires pour empêcher la dissémination des organismes nuisibles à l'intérieur du territoire de l'UE

a) Adopter un système d'agrément préalable des établissements souhaitant mettre en circulation des végétaux soumis à passeports phytosanitaires européens (PPE)

b) Encadrer et harmoniser le dispositif d'auto-édition des PPE

Les critères d'octroi de cette facilitation devraient être clairement définis (existence d'un plan de maîtrise phytosanitaire, indice de confiance élevé de l'établissement...), tout comme les

normes d'édition (emplacement et taille des mentions passeport,...), afin de disposer des garanties nécessaires lorsque cette facilitation est mise en oeuvre.

c) Améliorer la communication des informations sur le matériel circulant au sein de l'UE

Comme pour l'import, l'enregistrement au moyen d'outils harmonisés de l'ensemble des mouvements de végétaux sur le territoire de l'UE ou dans certaines situations de pré-export, avec une visualisation en temps réel, permettrait de gérer le risque en permanence et de prendre d'éventuelles actions correctives de manière rapide.

Il convient également de développer un modèle unique de PPE. Il s'agit de clarifier et d'alléger le document PPE et de le rendre distinguable en le standardisant afin de faciliter sa reconnaissance et sa valorisation. Pour cela, une évolution du format de présentation du PPE, une révision de certaines de ses mentions et des précisions sur la traçabilité des végétaux seraient souhaitables.

5. Placer la prévention au cœur du régime phytosanitaire en associant et en responsabilisant les professionnels

a) Inciter les professionnels à définir à titre collectif ou individuel et à mettre en oeuvre des bonnes pratiques

Les EGS ont souligné l'intérêt à agir des acteurs agricoles dans des démarches préventives, qui peuvent consister en des modifications de pratique et d'organisation. De manière générale, tout système de « bonnes pratiques », qui peuvent être définies collectivement au niveau d'un secteur à travers des guides, est partie intégrante des dispositifs de prévention.

Par ailleurs, les entreprises productrices importantes ou celles intervenant très en amont de la production devraient être incitées à mettre en place un système organisé de gestion du risque phytosanitaire interne à l'établissement, le « plan de maîtrise phytosanitaire ». Cette nouvelle méthode de gestion des risques devrait être inscrite dans la directive 2000/29/CE modifiée comme un dispositif alternatif privilégié de la gestion des risques phytosanitaires. Le développement de cette approche préventive conduirait à renforcer la responsabilité d'auto-contrôle des entreprises et à réaffirmer l'inspection phytosanitaire officielle comme intervenant en second niveau, pour atteindre un meilleur niveau global de qualité phytosanitaire.

b) Mettre en place une instance spécifique de consultation par la DG SANCO des parties prenantes sur les sujets phytosanitaires, associant les EM, afin d'améliorer la communication avec les professionnels

Les échanges avec les filières concernées devraient être systématiques avant toute modification de la réglementation (révision des listes d'organismes nuisibles, mesures de lutte à mettre en oeuvre, etc.), afin de permettre une meilleure responsabilisation des acteurs et application de la réglementation. D'une manière générale, la transparence est essentielle dans l'accompagnement des actions de prévention et de lutte. Il conviendrait par conséquent de mettre en place un comité consultatif spécifique aux questions phytosanitaires

6. Renforcer la prise en compte du volet économique

a) Définir des règles transparentes d'indemnisation des producteurs, sur le principe d'un cofinancement État / UE / profession

Le cercle vertueux de la politique phytosanitaire doit s'appuyer sur le triptyque suivant : détection précoce, mise en oeuvre immédiate des mesures phytosanitaires, indemnisation rapide. Trop souvent une gestion imparfaite de l'émergence d'un organisme nuisible aboutit, faute d'avoir fait l'objet d'une réponse sanitaire adaptée et rapide en raison de discussions difficiles sur les aspects économiques, à l'implantation durable de l'organisme nuisible. L'urgence détectée fait place à la crise déclarée puis à une difficulté chronique qui aggrave d'autant plus la gestion économique. Dès lors, il est essentiel que les modalités d'indemnisation des producteurs soit définies selon des règles transparentes et pré-établies.

Les possibilités d'indemnisation doivent pouvoir couvrir le manque à gagner lié aux mesures nécessaires prises pour lutter contre un organisme nuisible, y compris du fait du retrait pour plusieurs années du passeport phytosanitaire européen (PPE).

L'indemnisation des producteurs doit notamment être liée à la mise en oeuvre par les acteurs concernés de pratiques de prévention des risques phytosanitaires.

Par ailleurs, l'indemnisation des producteurs selon le principe d'un co-financement public/profession constitue un autre levier efficace pour les responsabiliser. Des caisses de solidarité doivent être mises en place par les filières professionnelles, le cas échéant pour une zone territoriale donnée, pour des végétaux donnés, ou des organismes nuisibles donnés.

L'UE doit par ailleurs participer à ce dispositif d'indemnisation, en cohérence avec le dispositif des fonds de mutualisation proposé dans le cadre du bilan de santé de la Politique Agricole Commune (PAC).

La participation respective des caisses professionnelles de solidarité, des EM et de l'UE doit être définie en fonction du niveau de priorité et du caractère émergent de l'organisme nuisible, du type de risque financier (coût direct ou indirect), et dans le respect des dispositions imposées. Le travail de priorisation des organismes nuisibles permettrait ainsi de déterminer une hiérarchie des interventions publiques, et d'orienter le partage des responsabilités entre acteurs publics et privés. Le redéploiement et la mobilisation des moyens et des procédures en ce sens sont une condition d'efficacité des politiques publiques.

b) Étendre la participation financière de la Commission européenne (fonds de solidarité) à la gestion des foyers qui sont issus de la dissémination naturelle des organismes nuisibles afin d'améliorer les mesures de contrôle de ces foyers

c) Instaurer un système harmonisé de redevance pour l'ensemble des inspections conduisant à la délivrance du PPE, et revaloriser systématiquement les redevances en fonction du coût réel du service rendu pour les inspections des végétaux et produits végétaux importés et pour les inspections réalisées dans le cadre de la délivrance du PPE, afin d'éviter des distorsions de concurrence entre EM

7. Adapter continuellement la réglementation à l'évolution de la situation phytosanitaire et améliorer sa lisibilité

a) Réviser rapidement les listes d'organismes nuisibles (zones protégées comprises), et les interdictions et exigences des annexes actuelles de la directive 2000/29/CE

Cette réactivité est essentielle afin de tenir compte de l'évolution régulière de la situation phytosanitaire du territoire européen et du reste du monde, et de permettre une lutte plus réactive et ciblée vers les organismes nuisibles posant véritablement problème dans les EM.

b) Réduire le délai d'adoption des mesures d'urgence, par exemple suite à des interceptions, grâce à la mise en place d'une équipe européenne consacrée aux urgences

La réaction et la réflexion rapides sont facilitées si des structures pérennes préexistent et si des procédures ont été préalablement définies, au niveau national comme communautaire, avec une coopération étroite entre ces équipes.

c) Augmenter les ressources consacrées à la conduite d'analyses du risque phytosanitaire (ARP) et d'analyses socio-économiques

Ces ARP fournissent la base technique et scientifique nécessaire à la prise de décision, qu'il s'agisse de réglementation, de déréglementation ou de modification de la réglementation existante (changement d'annexe, changement de statut en terme de zone protégée...).

L'analyse phytosanitaire et socio-économique doit être réalisée de manière continue, avec coordination et programmation annuelle au niveau communautaire en fonction des moyens de l'OEPP, de l'AESA et des EM.

d) Adopter une législation établissant des mesures spécifiques pour les Départements d'Outre-Mer (DOM) français

Il conviendrait de mettre en place un dispositif de PPE spécifique à la circulation de l'UE continentale vers les DOM, entre les DOM et à l'intérieur de chaque DOM et de maintenir l'obligation de contrôle systématique en PEC des végétaux concernés importés depuis la zone continentale de l'UE vers les DOM.

e) Clarifier la structure des annexes actuelles de la directive 2000/29/CE

La lecture de la réglementation phytosanitaire européenne est compliquée encore par le système des dérogations et des mesures d'urgence qui s'y superposent dans certains cas. Les annexes de la directive 2000/29/CE doivent impérativement inclure tous les organismes nuisibles faisant l'objet de mesures d'urgence. Les noms scientifiques des organismes nuisibles doivent être tenus à jour. L'annexe IV devrait préciser que les "constatations officielles" doivent faire l'objet de "déclarations supplémentaires" dans le certificat phytosanitaire.

8. Harmoniser et améliorer l'efficacité des pratiques d'inspection

a) Substituer un règlement communautaire à la directive communautaire pour améliorer l'harmonisation des pratiques entre les EM

b) Transposer dans le domaine de la santé des végétaux l'approche du règlement 882/2004/CE sur les contrôles officiels

Une telle approche permettrait, tout comme dans le domaine alimentaire et bientôt celui de la santé animale, de définir clairement au niveau communautaire les responsabilités et obligations des services de contrôles (organisation, possibilités de délégations, etc.) et des opérateurs.

c) Améliorer la qualification des inspecteurs en mettant en place un plan de formation européen afin d'harmoniser au mieux les compétences des services d'inspection

Le maintien et le renforcement au sein des services des EM de l'ensemble de l'UE de toute la compétence technique nécessaire, acquise par une formation initiale et continue de qualité, est essentielle.

Dans ce cadre, les formations dispensées dans le cadre du programme BTSF (*Better Training for Safer Food*) devraient être renforcées et leur contenu amélioré.

d) Favoriser les échanges de pratiques entre inspecteurs

L'analyse des notifications d'interception révèle par ailleurs très clairement que certains EM se "spécialisent" dans la détection de certains organismes nuisibles, notamment à l'importation. Les échanges de pratiques entre inspecteurs permettraient à chaque EM de bénéficier de l'expérience des autres.

e) Réaliser des inspections comparées sur des sujets relevant d'un niveau de priorité élevée à l'image des essais inter-laboratoires (« ring-test »)

La réalisation d'inspections comparées sur des sujets relevant d'un niveau de priorité élevée, à l'image des essais inter-laboratoires ("ring-test"), à des échéances régulières et pré-définies, permettrait d'assurer une harmonisation des pratiques d'inspection pour les problèmes prioritaires.

f) Mettre en place des laboratoires communautaires de référence afin d'instituer un fonctionnement en réseau

La désignation de manière consensuelle et transparente d'un chef de file sur chaque thématique (laboratoires de référence nationaux et/ou communautaires) sur le modèle du règlement 882/2004/CE constitue une des options permettant d'harmoniser les pratiques. L'harmonisation des protocoles de diagnostic en particulier constitue un enjeu majeur.

9. Soutenir et développer la recherche

a) Inclure dans le champ de la stratégie de santé des végétaux les questions du soutien scientifique

Le maintien d'une capacité en recherche fondamentale et appliquée est indispensable pour une biovigilance utile, compte tenu notamment des risques émergents, pour le choix des mesures de limitation des risques d'expansion.

b) Favoriser la recherche et la coopération interdisciplinaire

Si les besoins de recherche sont importants en génétique, biologie et écologie fondamentale, il n'en reste pas moins qu'il apparaît primordial de renforcer le travail interdisciplinaire, à travers des partenariats, européens notamment. La coopération entre les instituts de recherche et les instituts techniques doit par ailleurs être encouragée.

10. Articuler la stratégie de santé des végétaux avec les autres politiques européennes

L'analyse technique, biologique, épidémiologique des urgences ou crises sanitaires demeure essentielle, mais l'analyse sociétale, économique et de politique internationale doit être développée. La qualité technique des décisions et options ne peut que gagner à une mise en perspective plus large sur tous les aspects économiques, sociaux, idéologiques et environnementaux des pratiques sanitaires.

a) Rapprocher les politiques communautaires de santé des végétaux et de commercialisation des semences et matériels de propagation (actuellement en cours dans le cadre de "Better Regulation")

Une pleine cohérence entre les 2 corpus réglementaires est nécessaire afin de permettre la simplification de l'application de la réglementation par les acteurs, et de renforcer l'efficacité et la rentabilité des inspections, sans diminuer le niveau d'exigences phytosanitaires.

En effet, les semences et le matériel de propagation d'origine communautaire doivent respecter à la fois les règles du régime de commercialisation (selon le cas : étiquetage ; qualités sanitaire, variétale et physiologique du matériel commercialisé ; identification, surveillance et contrôle des points critiques...) et les règles du CPHR de mise en circulation de ces végétaux liées à leur statut phytosanitaire (PPE). Or ces règles comportent des points communs, ce qui conduit notamment à des doublons en terme d'inspection, à la répétition de certaines informations dans les documents et à des classifications complexes des organismes nuisibles (organisme de quarantaine, organisme réglementé non de quarantaine). Une meilleure articulation des 2 dispositifs réglementaires apporterait ainsi plus d'efficacité.

b) Rapprocher les politiques de santé des végétaux et de l'environnement en réfléchissant à l'extension du champ d'application du CPHR en incluant les plantes exotiques envahissantes qui ont un impact sur la biodiversité en général ainsi que les agents exotiques de lutte biologique

Le champ du CPHR devrait être identique à celui de la CIPV, qui couvre les végétaux cultivés et la flore sauvage, et prend en compte les effets directs et indirects des organismes nuisibles. La première introduction sur le territoire de l'UE d'agents exotiques de lutte biologique devrait également être considérée dans ce cadre, en application de la norme internationale pour les mesures phytosanitaires (NIMP) n° 3.

c) Mettre à la disposition des producteurs des moyens de lutte efficaces et autorisés contre l'ensemble des organismes nuisibles

Si dans le cadre de la gestion de foyers il est possible de déroger à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques, ce n'est pas toujours le cas dans le cadre des actions préventives.

d) Tenir compte des objectifs de la directive 2009/128/CE sur l'utilisation durable des pesticides dans le futur CPHR, étant donné la cohérence de leurs objectifs en ce qui concerne la réduction de l'utilisation de pesticides

En effet, un régime communautaire de la santé des végétaux axé sur la prévention et efficace doit conduire à un moindre nombre de foyers d'organismes nuisibles et à une découverte plus précoce de ceux-ci, et donc à une utilisation moindre de produits phytoparmaceutiques. En outre, le CPHR peut inciter à l'utilisation de mesures alternatives, par exemple en privilégiant la rotation des cultures pour la lutte contre certains organismes nuisibles .

L'objectif général de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires nécessite également qu'une plus grande attention soit portée aux méthodes alternatives de protection des végétaux contre les bioagresseurs dans la définition des mesures de lutte.

e) Mobiliser les fonds de mutualisation rendus possible par le bilan de santé de la PAC pour participer au financement de la lutte contre les organismes nuisibles

La mise en place des « fonds de mutualisation » sanitaires et environnementaux prévus par l'article 71 du règlement communautaire 73/2009, dans le cadre du bilan de santé de la PAC, devraient permettre de couvrir l'indemnisation des « pertes économiques » subies par les agriculteurs à la suite d'une crise sanitaire.

f) Rapprocher les politiques de santé des végétaux et d'accès aux marchés des pays tiers

Le développement d'un réseau d'épidémiosurveillance formalisé et réactif et de plans d'urgence devrait être de nature à renforcer la confiance des pays tiers dans le dispositif européen de certification à l'exportation, et faciliter l'accès des végétaux et produits végétaux européens aux marchés des pays tiers. A cet égard, il sera important d'inclure dans les analyses socio-économiques l'impact de l'introduction et de la dissémination d'organismes nuisibles sur les exportations européennes.

COURTESY TRANSLATION

Note from the French authorities to the European Commission Directorate - General for Health and Consumers (SANCO)

Object: The position of the French NPPO regarding the evaluation of the Community Plant Health Regime

The French plant protection authorities have the pleasure of communicating to the European Commission a summary of the position of the French NPPO concerning the evaluation of the Community Plant Health Regime (CPHR). The aim is summarise in as succinct and comprehensible manner as possible the considerations offered in response to the general questionnaire sent on 17 December 2009 by France to the FCEC (Food Chain Evaluation Consortium).

This document also includes the conclusions of the general health consultation process (*États généraux du sanitaire – EGS*) held in France from January to April 2010 at the instigation of the minister for agriculture, with the aim of bringing together the various actors in the animal and plant health field to engage in collective reflection on the current status and future prospects of the health system in France and the European Union (EU).

In the course of 34 meetings over nearly 3 months, the discussions, in four thematic working groups, including one group dealing specifically with “plant health” and a horizontal group on “funding – pooling of resources”, made possible very wide-ranging exchanges of views and experience between all the stakeholders in both public and private sectors, and at national and local levels.

In addition to highlighting a number of major points of convergence, the debates helped clarify the respective positions of the various partners and are likely to facilitate future exchanges with a view to concrete implementation of the policy focuses that will emerge from the evaluation of the CPHR.

Despite the generally positive impact of the CPHR, the goals of plant protection, sustainable development, competitive performance in the agricultural sector, rural development and protection of the environment have not been completely achieved for certain types of plant and production due most notably to the introduction and spread of pests particularly harmful to plant health observed across EU territory.

During the EGS consultation process, there was common agreement on the reality of increasing “pressure” from bioaggressors, both emerging and traditional.

For example, the annual number of interceptions at the point of entry into the EU rose from 1,400 to 3,000 over the period 1999-2004, and to more than 5,500 during the years 2005-2009 (peaking at 8,000 in 2006), of which 25% to 30% were due to the presence of quarantine pests over the period 2005-2009. In France, interceptions due to pests totalled 800 to 900 in each year of the period 2006-2009, a figure representing 3% to 4% of inspected shipments.

France has seen the discovery on its national territory of forty or so new pests in the space of twenty years, and today others are already at the borders of metropolitan France and its overseas territories. Despite this, there are many instances in the EU and around the world of costly failures to eradicate.

The French NPPO is proposing ten ways forward to improve and overhaul completely the CPHR; they have been supported by all stakeholders in the context of the EGS consultation process. We describe them below.

SUMMARY

1. Definition of pests of priority importance in terms of risks to plant health

- a) Restriction of the scope of application of the CPHR to pests presenting a high level of plant health and socio-economic risk
- b) Identification of particularly high-priority pests and the planning of appropriate emergency measures
- c) Transfer of some pests specific to certain plants or plant products from directive 2000/29/EC to the directives on the marketing of seed and plant propagating material

2. Application of general surveillance of the phytosanitary situation on EU territory

- a) Making surveillance of pests identified as priority risks an explicit obligation
- b) Application of general surveillance of the phytosanitary situation on EU territory using formalised surveillance networks and a phytosanitary precautionary surveillance
- c) *Involvement in surveillance and rapid alert systems of individuals and organisations not part of the competent authority*
- d) Opening up EU solidarity funds to the funding of such mandatory surveillance of pests identified as priority risks
- e) Development of a system of notification (outbreaks, new discoveries) similar to the Rapid Alert System for Food and Feed (RASFF) for contaminated lots or the system in place in the animal health sector (Animal Disease Notification System – ADNS) for the notification of outbreaks
- f) Organisation of the execution of an annual EU overview report (with mapping and raw data), paying particular attention to protected zones and areas where pests classified as *absent are occasionally present*

3. Stronger controls on imports from third countries for prevention of entry and establishment of pests in the EU

- a) Strengthened import requirements
- b) Improvement of the facilities at points of entry to the EU (PoE) through a Community assessment of PoEs
- c) Improvement of the reduced frequency checks system on imports
- d) *Harmonisation of documentation and reinforcement of information systems*
- e) Improved cooperation with customs authorities (link between DG TAXUD and DG SANCO)

4. Stronger checks on intra-EU trade in order to prevent the spread of pests across EU territory

- a) Adoption of a system of prior approval of establishments wishing to put in movement plants that require Plant Passports (PP)
- b) Oversight and harmonisation of the PP self-issuance system
- c) Improved communication of information on material circulating within the EU

5. Ensuring that prevention is at the heart of the plant health regime by associating industry professionals and making them accountable

- a) Encouragement of industry professionals to define and to implement good practice either collectively or individually
- b) Creation of a specific body for the consultation of stakeholders by DG SANCO on topics relevant to plant health, in association with the MS, with the aim of improving communication with sector professionals

6. Greater consideration for the economic dimension

- a) Definition of transparent rules for the compensation of producers based on the principle of co-financing by MS, EU and the industry
- b) Extension of the financial contribution of the European Commission (solidarity fund) to cover the management of outbreaks deriving from the natural spread of pests in order to improve the measures for the control of such outbreaks
- c) Institution of a harmonised system of fees for all inspections leading to PP issuance, and systematic revision of the levels of such fees to reflect the real cost of the service provided for the inspection of imported plants and plant products and inspections carried out in connection with PP issuance, in order to avoid distortion of competition between MS

7. Constant adjustment of the regulations to match changes in the phytosanitary situation and in order to promote regulatory clarity

- a) Speedy revision of the lists of pests (protected zones included), and of the bans and requirements contained in the current annexes of directive 2000/29/EC
- b) Shorter lead-times for the adoption of emergency measures, following interceptions for example, through the setting up of a dedicated EU emergency team
- c) Allocation of enhanced resources to the execution of phytosanitary risk analysis (PRA) and socio-economic analysis
- d) Adoption of legislation establishing specific measures applicable to French overseas departments (*Départements français d'Outre-Mer – DOM*)
- e) Clarification of the structure of the current annexes in directive 2000/29/EC

8. Harmonisation and enhancement of the effectiveness of inspection procedures

- a) Replacement of the EU directive by an EU regulation in order to improve the harmonisation of procedures across MS
- b) Transposition into the plant health domain of the approach adopted in regulation 882/2004/EC concerning official controls
- c) Improvements to inspector qualification by setting up a EU training programme in order to harmonise the competencies of inspection services as far as possible
- d) Facilitation of exchanges of good practice between inspectors
- e) Comparative inspections targeting issues designated as having high priority along the lines of inter-laboratory testing ("*ring-tests*")
- f) Creation of EU-Reference Laboratories to promote the networking of operations

9. Supporting and developing research

- a) Inclusion of issues relating to scientific support within the scope of plant health
- b) Fostering research and interdisciplinary cooperation

10. Combining plant health strategy with other EU policies

- a) Convergence between EU policies on plant health and on the marketing of seed and plant propagating material (currently in progress in the context of the "*Better Regulation*" project)
- b) Convergence between EU policies on plant health and on the environment with consideration being given to the scope of application of the CPHR by including invasive alien plants impacting general biodiversity and alien agents for biological control of pests
- c) Provision to producers of effective and authorised means for the control of the whole range of pests
- d) Account to be taken in the future CPHR of the objectives of directive 2009/128/EC on the sustainable use of pesticides, given the coherence of their respective goals regarding reduced pesticide use
- e) Use of the mutual funds made possible by the CAP Health Check to help finance efforts to control pests
- f) Convergence between policies on plant health and access to third-country markets

THE POSITION IN DETAIL

1. Definition of pests of priority importance in terms of risks to plant health

a) Restriction of the scope of application of the CPHR to pests presenting a high level of plant health and socio-economic risk

The ranking of pests in terms of their priority should be based on the importance of their impact firstly on agriculture, horticulture and forestry (the principal criterion), followed by the environment and public and private green spaces, as a function of their presence or absence in the EU, and lastly the prospects of early detection and successful control and eradication experiments.

Technical analysis of the risk for plant health and the effectiveness of the available methods for controlling such pests must be supplemented by socio-economic analysis as a tool for guidance of public policy.

b) Identification of particularly high-priority pests and the planning of appropriate emergency measures

The ranking of pests in terms of their priority must lead in operational terms to the preparation of contingency plans for those that are particularly dangerous and which are on the point of entering our territory. This is so because while the regulations must treat all the hundreds of regulated pests with equal rigour, it is not reasonable to expect operational planning of equal intensity for all of them. There is a need to identify the most serious threats and to:

- prepare contingency plans for concerted action defined at national level according to *guidelines laid down at EU level*,
- put in place appropriate resources and procedures for their implementation.

c) Transfer of some pests specific to certain plants or plant products from directive 2000/29/EC to the directives on the marketing of seed and plant propagating material

The purpose of this would be to transfer pests that are widely spread throughout EU territory for which there are no specific protected zones and for which effective management measures are available.

This would also make it possible to ensure closer convergence between the concept of the harmful organism (pest) in directive 2000/29/EC and the "quarantine pest" concept in the IPPC, which can be seen to be highly desirable for clearer understanding of the CPHR in the international context.

2. Application of general surveillance of the phytosanitary situation on EU territory

a) Making surveillance of pests identified as priority risks an explicit obligation

This is needed because, except in certain special cases for which EU decisions notably provide, the surveillance plans specific to certain plants or pests are implemented as and when needed by NPPOs. This approach is inadequate if there is to be genuine knowledge of the phytosanitary situation across EU territory, and especially of the whole range of pests judged to be priority risks.

b) Application of general surveillance of the phytosanitary situation on EU territory using formalised surveillance networks and a phytosanitary precautionary surveillance

A formalised, responsive epidemiological surveillance network is essential for the triggering of rapid and effective reactions in the event of the detection of pests in order to limit their spread and economic impact, especially where emerging pests are concerned. Such a network must enable development of an international precautionary surveillance to foster cooperation between countries and the taking of international decisions.

c) Involvement in surveillance and rapid alert systems of individuals and organisations not part of the competent authority

Organisation of cooperation between all professionals affected by plant health policy and encouragement for them to take part in such formalised surveillance networks, emphasising the benefits they would derive therefrom, may be a pragmatic and effective means of improving generalised surveillance. Where the risk justifies this, such networks should be extended to include non-professional actors in the field, especially local authorities.

d) Opening up EU solidarity funds to the funding of such mandatory surveillance of pests identified as priority risks

e) Development of a system of notification (outbreaks, new discoveries) similar to the Rapid Alert System for Food and Feed (RASFF) for contaminated lots or the system in place in the animal health sector (Animal Disease Notification System – ADNS) for the notification of outbreaks

f) Organisation of the execution of an annual EU overview report (with mapping and raw data), paying particular attention to protected zones and areas where pests classified as absent are occasionally present

Such an overview might for example be produced by the Food and Veterinary Office (FVO).

3. Stronger controls on imports from third countries for prevention of entry and establishment of pests in the EU

The discussions conducted in the context of the EGS consultation process highlighted the fact that the failure of controls in a single country or point of entry into the EU can have major consequences for the other countries or regions. National efforts can only be fully significant in the presence of vigilance and biosafety measures at the borders, and these must be provided by all Member States (MS). This observation of fact echoes the unanimous conclusions of the Agricultural Council meeting of 18 December 2008 concerning controls on imports and the French authorities will be particularly attentive in this regard to the report the European Commission is to produce on this topic before the end of 2010.

a) Strengthened import requirements

The aim is to generalise the ban on imports from all third countries of certain materials that may potentially be vectors for quarantine pests, such as soil adhering to plants for example. Some countries (e.g. United States, Thailand, Australia) have based their own regulatory controls on a general ban in principle with authorisation only for those products for which a risk analysis has demonstrated that they present no danger of

introducing quarantine pests. The system of protection in the EU must move in the direction of an equivalent system.

b) Improvement of the facilities at points of entry to the EU (PoE) through a Community assessment of PoEs

Such an assessment, as a supplement to regular audits carried out by the MS concerned, must be conducted prior to the opening of any PoE and at regular intervals thereafter.

Improvement of facilities should involve a better definition of the mandatory regulatory specifications for PoE infrastructures, operation and approval procedures. In order to secure and to harmonise checks, these requirements should be embodied in regulations at EU level and responsibility for approval of PoEs should be given to the European Commission, as is already the case in the veterinary sector (BIPs).

c) Improvement of the reduced frequency checks system on imports

The reduced frequency checks system on imports must prioritise the use of risk analysis, taking due account of PoE interceptions. In addition, it is necessary to improve speed of reaction in the event of interceptions, with a rapid upward revision of the minimum frequency of plant health checks at EU level where the risk situation justifies this. In addition, there need to be fewer possible levels of reduced frequency in order to simplify the procedure.

d) Harmonisation of documentation and reinforcement of information systems

Customs clearance procedures are made more complex by the lack of a single harmonised document attesting to the compliance of lots of plants and plant products. This is particularly true in cases where operators wish to clear their goods through the customs of a MS other than that of the PoE where the imported plants are subject to inspection. A harmonised phytosanitary permit similar to the Common Veterinary Entry Document (CVED) should therefore be created, which would certify that the plant health checks have been duly carried out on import.

There is also a need to develop networking through an integrated information system at EU level. The Europhyt database currently permits only a listing of interceptions of non-compliant commodities, which is inadequate, especially for the production of the reliable statistics that would be useful for enhancing the responsiveness of border inspection services. Such an integrated computer system could be designed on the same lines as the "TRACES" system used for livestock.

e) Improved cooperation with customs authorities (link between DG TAXUD and DG SANCO)

The aim here would be most notably to define detailed correspondences between the list of products subject to plant health inspections on the one hand and, on the other, the customs tariff nomenclature (TARIC codes), and also to take into account any changes in the customs nomenclature without delay.

4. Stronger checks on intra-EU trade in order to prevent the spread of pests across EU territory

a) Adoption of a system of prior approval of establishments wishing to put in movement plants that require Plant Passports (PP)

b) Oversight and harmonisation of the PP self-issuance system

The criteria whereby this facility is granted should be clearly defined (e.g. a "phytosanitary management plan" is in place, the establishment has a high index of confidence), along with print-out standards (e.g. positioning and sizing of passport rubrics), in order to maximise safeguards when this option is taken up.

c) Improved communication of information on material circulating within the EU

As in the case of imports, the registration using harmonised methods of all plant movements on the territory of the EU or in certain circumstances prior to export, with *real-time information display*, would enable risk to be managed at all times and any necessary corrective action to be taken without delay.

There is also a need to develop a unified template for the PP. The purpose of this would be to clarify and simplify the PP document and give it a distinctive identity by standardising it in order to enhance its ease of recognition and value. To achieve this, it would be desirable to develop a new PP presentation format, to revise certain rubrics in it and to clarify details regarding plant traceability.

5. Ensuring that prevention is at the heart of the plant health regime by associating industry professionals and making them accountable

a) Encouragement of industry professionals to define and to implement good practice either collectively or individually

The French EGS consultation process has highlighted the advantages of action by actors in the agricultural sector through prevention programmes, which may involve changes to usual practice and organisation. Generally speaking, any system of "good practice" defined collectively across a sector on the basis of guidelines will be an integral part of prevention programmes.

Moreover, major producing firms or those active far upstream in the production chain should be encouraged to implement organised systems for the management of phytosanitary risks in every establishment: a "phytosanitary management plan". This new risk management method should be made part of directive 2000/29/EC as amended in the form of a preferred alternative scheme for the management of phytosanitary risk. The development of such a preventive approach would lead to greater corporate responsibility for self-inspection procedures and reaffirm the fact that official phytosanitary inspections occur at a second level, the goal being to arrive at a general improvement in phytosanitary quality.

b) Creation of a specific body for the consultation of stakeholders by DG SANCO on topics relevant to plant health, in association with the MS, with the aim of improving communication with sector professionals

Discussion with the relevant industry sectors should be systematic prior to any change in the regulations (e.g. revisions of lists of pests, control measures to be implemented), in order to enhance the sense of responsibility of the relevant actors and improve the enforcement of the regulations. In general, transparency is an essential accompaniment to action for pest prevention and control. Consequently, it would be appropriate to set up a special advisory committee on phytosanitary issues.

6. Greater consideration for the economic dimension

a) Definition of transparent rules for the compensation of producers based on the principle of co-financing by MS, EU and the industry

The virtuous circle of plant health policy must be based on the following three core components: early detection, immediate implementation of phytosanitary measures and swift compensation. All too often, inadequate management of a pest, because of a lack of appropriate and rapid reaction due to problematic discussion of the economic aspects, ends up in the long-term establishment of the relevant pest. Detection of an emergency gives way to declaration of a crisis, followed by chronic problems that make the problems of economic management all the worse. Given this, it is essential that the terms on which producers are compensated should be defined on the basis of transparent, predetermined rules.

The possibilities of compensation must cover income lost due to the measures that need to be taken to control the pest, including the withdrawal of the Plant Passport (PP) for a number of years.

In particular, compensation for producers must be linked to the implementation by the actors concerned of practices aimed at preventing phytosanitary risk.

Moreover, payment of compensation to producers on the basis of co-financing by the public authorities and the industry constitutes a further effective lever for making producers more accountable. Solidarity funds must be set up by the various industry sectors, where applicable for designated geographical areas, plants or pests.

The EU must also contribute to this compensation scheme, in a manner consistent with the mutual funds proposed in the context of the Health Check of the Common Agricultural Policy (CAP).

The respective contributions of industry solidarity funds, MS and the EU must be defined in accordance with the level of priority and the "emerging" nature of the pest, the type of financial risk (costs incurred directly or indirectly) and in compliance with mandatory provisions. The work to define the levels of priority of pests would also make it possible to rank public actions in order of importance and to provide focus for the division of responsibility between public and private-sector actors. Resources and procedures must be redeployed and mobilised in this direction if public policies are to be effective.

- b) Extension of the financial contribution of the European Commission (solidarity fund) to cover the management of outbreaks deriving from the natural spread of pests in order to improve the measures for the control of such outbreaks**
- c) Institution of a harmonised system of fees for all inspections leading to PP issuance, and systematic revision of the levels of such fees to reflect the real cost of the service provided for the inspection of imported plants and plant products and inspections carried out in connection with PP issuance, in order to avoid distortion of competition between MS.**

7. Constant adjustment of the regulations to match changes in the phytosanitary situation and in order to promote regulatory clarity

- a) Speedy revision of the lists of pests (protected zones included), and of the bans and requirements contained in the current annexes of directive 2000/29/EC**

Such swift responses are essential in order to take into account the on-going changes in the phytosanitary situation on EU territory and in the rest of the world, and to make it possible to conduct more responsive, targeted control of pests that are a source of real problems for MS.

- b) Shorter lead-times for the adoption of emergency measures, following interceptions for example, through the setting up of a dedicated EU emergency team**

Fast reaction and reflection will be made easier if permanent structures are already in place, and if procedures have already been defined at both national and EU levels, and if there is close cooperation between such teams.

- c) Allocation of enhanced resources to the execution of phytosanitary risk analysis (PRA) and socio-economic analysis**

PRA provides the technical and scientific basis necessary for the taking of decisions at all levels: on regulation, deregulation and changes in existing regulations (e.g. changes in annex, changes in status with regard to protected zones).

Phytosanitary and socio-economic analysis must be carried out on an on-going basis with coordination and annual programming at EU level in line with the resources available to EPPO, EFSA and MS.

- d) Adoption of legislation establishing specific measures applicable to French overseas departments (*Départements français d’Outre-Mer – DOM*)**

It would be appropriate to put in place an PP scheme specifically applicable to the movement of commodities from the continental EU to French overseas departments, between such departments and within each of them and to maintain the obligation of systematic checks at PoEs on the relevant plants imported from the continental EU zone into such DOMs.

- e) Clarification of the structure of the current annexes in directive 2000/29/EC**

Interpretation of EU plant health regulations is made even more complex by the system of derogations and emergency measures that overlay those regulations in certain circumstances. It is imperative that the annexes to directive 2000/29/EC include all pests covered by emergency measures. The scientific names of those pests must be kept up to date. Annex IV should specify that “official statements” must be covered by “additional declarations” in the phytosanitary certificate.

8. Harmonisation and enhancement of the effectiveness of inspection procedures

- a) Replacement of the EU directive by an EU regulation in order to improve the harmonisation of procedures across MS**
- b) Transposition into the plant health domain of the approach adopted in regulation 882/2004/EC concerning official controls**

An approach of this kind would make it possible, as is the case in the food domain and, in the near future, in that of animal health, to define clearly at EU level the responsibilities and obligations of inspection services (e.g. organisation, possibilities for delegation of tasks) and operators.

- c) Improvements to inspector qualification by setting up a EU training programme in order to harmonise the competencies of inspection services as far as possible**

Within MS services, it is essential to maintain and reinforce all the necessary technical skills acquired by means of a programme of initial and continued training of good quality.

In this connection, the training courses dispensed as part of the BTSF (*Better Training for Safer Food*) programme should be reinforced and their content improved.

d) Facilitation of exchanges of good practice between inspectors

Analysis of interception notifications also highlights very clearly the fact that certain MS are "specialists" in the detection of certain pests, especially on import. Exchanges of good practice between inspectors would allow each MS to benefit from the experience of the others.

e) Comparative inspections targeting issues designated as having high priority along the lines of inter-laboratory testing ("ring-tests")

If comparative inspections are carried out at regular predetermined intervals on topics designated as having high priority, along the lines of inter-laboratory tests ("ring-tests"), this would allow inspection procedures to be harmonised for high-priority issues.

f) Creation of EU-Reference Laboratories to promote the networking of operations

The designation on a consensual and transparent basis of a lead entity for each defined thematic area (National and/or EU-Reference Laboratories), along the lines of regulation 882/2004/EC, is one option that would allow practice to be harmonised. In particular, the harmonisation of diagnostic protocols is of major importance.

9. Supporting and developing research

a) Inclusion of issues relating to scientific support within the scope of plant health

Maintenance of a capacity for fundamental and applied research is essential for the existence of relevant biovigilance, especially in light of the emerging risks, in order to choose measures to limit the risk of spread.

b) Fostering research and interdisciplinary cooperation

While the need for research is very substantial in genetics, biology and fundamental ecology, it is nevertheless true that it is manifestly of primary importance to reinforce inter-disciplinary work through partnerships, especially at EU level. Cooperation between research and technical institutes should also be encouraged.

10. Combining plant health strategy with other EU policies

Technical, biological and epidemiological analysis of health-related emergencies or crises continues to be essential, but societal, economic and international political analysis must also be developed. The technical quality of decisions and options can only be enhanced by setting practice in the health sphere against the broader backdrop of the economic, social, ideological and environmental aspects.

a) Convergence between EU policies on plant health and on the marketing of seed and plant propagating material (currently in progress in the context of the "*Better Regulation*" project)

Full consistency between these two bodies of regulations is necessary in order to allow simplification of the application of the regulations by the actors, and to enhance the effectiveness and economic viability of inspections without compromise to phytosanitary requirements.

This is so because seed and plant propagating material of Community origin must abide by both the rules of the marketing regime (according to case: labelling; quality in terms of health, variety and physiology of the material marketed; identification, surveillance and verification of critical points, and so on) and the CPHR rules for the movement of such plants in accordance with their phytosanitary status (PP). These sets of rules have in fact some points in common, which notably leads to duplication of inspections, repetition of certain entries in documents and complex classifications of pests (quarantine pest, regulated non-quarantine pest). Improved interfacing between the two sets of regulations would result in greater effectiveness.

b) Convergence between EU policies on plant health and on the environment with consideration being given to the scope of application of the CPHR by including invasive alien plants impacting general biodiversity and alien agents for biological control of pests

The scope of the CPHR should be identical to that of the IPPC, which covers both cultivated plants and wild flora and takes into account the direct and indirect effects of pests. The initial introduction into EU territory of alien agents for biological control of pests should also be considered in this context, as provided in International Standard for Phytosanitary Measures (ISPM) no. 3.

c) Provision to producers of effective and authorised means for the control of the whole range of pests

While derogation from the ban on the use of plant protection products is possible in the case of outbreak control, this is not always true of preventive measures.

d) Account to be taken in the future CPHR of the objectives of directive 2009/128/EC on the sustainable use of pesticides, given the coherence of their respective goals regarding reduced pesticide use

This is relevant because an effective EU regime on plant health with a focus on prevention will necessarily result in a smaller number of outbreaks of pests and in the early detection of the latter, and by the same token in a diminution of the use of plant protection products. Moreover, the CPHR can encourage the use of alternative measures, for example by prioritising crop rotation to control certain pests.

The general aim of reducing use of phytosanitary products also requires greater attention to be paid to alternative methods of protecting plants against bioaggressors when defining control measures.

e) Use of the mutual funds made possible by the CAP Health Check to help finance efforts to control pests

The setting up of "mutual funds" for health and environmental issues as provided by Article 71 of EU regulation 73/2009 in the context of the CAP Health Check should make it possible to cover compensation for "economic losses" suffered by farmers and growers as a result of a health crisis.

f) Convergence between policies on plant health and access to third-country markets

The development of a network of a formalised, fast-reacting epidemio-surveillance network in addition to contingency plans is likely to increase the confidence of third countries in the EU export certification scheme and facilitate access to third-country markets for EU plants and plant products. In this regard, it will be important for socio-economic analyses to take into account the impact on EU exports of the introduction and spread of pests.